

La Révolution, une exception française ?

Jean-Clément Martin



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1559>

DOI : [10.4000/ahrf.1559](https://doi.org/10.4000/ahrf.1559)

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2004

Pagination : 213-216

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Jean-Clément Martin, « La Révolution, une exception française ? », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 337 | juillet-septembre 2004, mis en ligne le 15 février 2006, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1559> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1559>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

La Révolution, une exception française ?

Jean-Clément Martin

RÉFÉRENCE

Annie Jourdan, *La Révolution, une exception française ?*, Paris, Flammarion, 2004, 461 p., ISBN 2 08 210318 8, 24 e.

- 1 Avec ce livre, Annie Jourdan, bien connue pour ses travaux sur l'Empire et sur l'empereur, entreprend courageusement une réflexion comparative sur la Révolution française pour en estimer la spécificité par rapport aux autres révolutions européennes et d'Amérique du Nord, qui se sont produites à la fin du XVIIIe siècle. Cette position de départ est très intéressante et peu usuelle. Il convient d'en savoir gré à l'auteur, qui ouvre ainsi dans un ouvrage destiné à un grand public cultivé un dossier important, quelque peu délaissé depuis plus d'un quart de siècle. Ce programme alléchant, et présenté de façon séduisante dans l'introduction, est appliqué cependant d'une façon déconcertante, avec une longue première partie consacrée à la Révolution française. Se succèdent une sorte de récit autour des dix ans de révolution, puis les tableaux de la vie des Français, d'un monde nouveau et de la relation de la France à l'Europe, avec une partie consacrée aux républiques sœurs. La deuxième partie du livre, intitulée « le mythe de l'exception française » est composée de chapitres plus conceptuels et comparatifs. Après une réflexion sur le mot « révolution », une histoire comparée brosse un panorama des précédents anglais, américains, hollandais, pour déboucher sur une confrontation de modèles de révolutions.
- 2 Pour le dire simplement, le parti pris du début se comprend difficilement. Là où le lecteur attend une réflexion sur la spécificité française, la première partie donne un résumé compliqué des dix ans classiquement dévolus à la Révolution, avec des retours en arrière mal expliqués. Par exemple, la question de l'enseignement est évoquée à trois reprises sans qu'une vue synthétique ne se dégage. Surtout le texte est émaillé de

formules rapides qui en dénaturent le sens. Sans vouloir jouer les pions, peut-on parler de « journées révolutionnaires » qui se seraient succédées d'avril à juillet 1789 (p. 29), ou lire que l'Assemblée « usurpe » le pouvoir du roi avant le 12 juillet de la même année (p. 32), ce qui est un jugement de valeur étonnant ? Comment écrire que les Français opposés à la Constitution civile du clergé sont « fidèles » à Rome (p. 37) ou qu'à Nîmes les patriotes se soient fait massacrer par des catholiques « fanatiques » ? Quant à évoquer les « belles figures féminines » de la Révolution française qui auraient tardé à fonder un club exclusivement féminin, c'est oublier les divergences entre Kéralio et Léon par exemple et l'itinéraire de la première (p. 153). Est-il possible de passer aussi vite sur les biens nationaux et de les lier aux décrets de ventôse ? 30 à 35 % des paysans ont bénéficié de la vente des biens nationaux, page 102, mais c'étaient 30 à 35 % des terres que ces paysans avaient acquis à la page précédente. On ne peut pas dire que la Révolution expulse la religion de l'espace public en 1792, en négligeant Grégoire et Robespierre... Il est nécessaire aussi de relever que la « partie de thé » de Boston eut lieu le 16 décembre 1773 et non pas en 1774 (p. 307), etc.

- 3 La présentation de la Révolution française est marquée par un déterminisme assez simple, qui recourt à des acteurs dont on saisit mal les conditions des interventions. Les prêtres réfractaires (p. 162) sont ainsi cités sans que rien ne permette d'expliquer qui ils sont et pourquoi ils sont hostiles à la Révolution. Posant que les massacres de septembre auraient « horrifié les législateurs », l'État est présenté comme centralisateur, opposé à un peuple violent et communautariste, qui finit cependant par apprendre la politique. Plutôt que de parler de façon peu convaincante de « politisation », il aurait eu mieux valu utiliser les travaux relatifs à la sphère publique et mettre en scène chronologiquement les divergences entre les groupes de révolutionnaires et leurs actes, plutôt que de vouloir écrire, en reprenant une présentation bien connue, la montée inexorable de la Terreur jusqu'à la chute de Robespierre. Ceci en outre se fait oubliant les terreurs provinciales, la volonté d'arrêter la Révolution, les nécessités de la guerre et les conflits avec les comités rivaux. Les notions ne sont pas mieux précisées. Girondins et jacobins seraient des « partis » mus surtout par des raisons personnelles. Le vandalisme ne peut pas être considéré comme une « option » et il est peu acceptable de faire un tableau unanimiste autour des foules parisiennes en 1793, en opposant la « fourmilière » à la « lenteur » dans les départements, sauf à donner une lecture étonnamment simpliste de la Révolution. Cette absence d'épaisseur conduit à mettre côte à côte des interprétations divergentes qui ne sont pas explicitées, c'est notamment vrai à propos du 9 thermidor (p. 71) alors qu'il est difficile de ne pas connaître les orientations différentes de F. Brunel et de B. Bacsko.
- 4 La partie consacrée à la Révolution française et l'Europe est victime de raccourcis et de lecture téléologique, mais est incontestablement plus intéressante. La guerre est observée du point de vue français, rendant cependant compte de l'enthousiasme national. Les républiques sœurs sont étudiées inégalement, mais en leur redonnant une identité que l'historiographie ne leur accorde que rarement, même si la Suisse ne bénéficie que de peu de pages et que la Belgique conquise est oubliée. Ce chapitre constitue pourtant le cœur du livre, l'Italie et les Pays-Bas étant les mieux étudiés. Les patriotes de ces pays ont essayé de ne pas copier la France, mais ils ont souffert de leur isolement dans leur pays et du nationalisme français naissant. Si bien que la création de ces États se traduit par un recul des idéaux révolutionnaires et par l'accroissement de la violence. Les démocrates défendent ainsi des positions révolutionnaires parce qu'ils

veulent défendre les conquêtes contre les monarchies. En rappelant ainsi l'antériorité et l'autonomie des révolutions dans les républiques sœurs, le livre pratique un renversement intéressant de perspectives, ce qui est un de ses points forts. A. Jourdan note justement que la Révolution française bascule dans la radicalité quand les autres républiques ne le font pas, les expériences de la Terreur ayant servi d'exemple à éviter. Si les difficultés sont semblables partout, la différence d'équilibre des forces explique ces différences. Chacune de ces républiques sœurs a une autonomie et une réalité qui ont souvent donné naissance à des innovations politiques et institutionnelles, que la France a réemployées parfois sous le Consulat et l'Empire. Cette vision des républiques sœurs comme des laboratoires politiques renvoie bien aux travaux en cours, même s'ils sont cités inégalement par l'auteur, négligeant leur renouvellement qui est considérable depuis quelques années, comme les colonnes des A.H.R.F. en ont régulièrement rendu compte. Sans doute pourra-t-on toujours regretter l'absence d'ouvrages qui auraient pu nourrir la réflexion, comme les récents colloques tenus sur l'histoire suisse, ou les réflexions de J.-M. Goulemot sur l'histoire de « la révolution ».

- 5 La deuxième partie est plus stimulante en refusant de conserver par définition le caractère exceptionnel que la Révolution française posséderait et en refusant l'accord paradoxal que A. Soboul et F. Furet auraient eu sur ce point, selon A. Jourdan. On pourra contester les attendus du propos, mais il souligne cependant le fait que le point de vue franco-français a trop longtemps prévalu. Pour l'auteur, il n'y a pas eu de « petites » révolutions, toutes ont tenu leur place. Dans cette perspective, A. Jourdan montre avec justesse les difficultés qu'il y a à vouloir juger trop rapidement d'une révolution, en oubliant que par définition toutes les révolutions ne peuvent que lier radicalité et modération, d'une part, et, d'autre part, que provoquer des déceptions dans l'immédiat, leurs effets ne se faisant sentir que plus tard. Elle insiste sur le fait que la Révolution s'intègre dans un processus de sécularisation inévitable dans lequel tous les pays, et notamment les monarchies sous la tutelle d'un « despote éclairé », étaient déjà engagés. Dans cette perspective, la place des traditions nationales est essentielle et permet de comprendre les variations constatées notamment dans l'emploi de la violence et dans les interventions de l'État face à la violence populaire. Les spécificités de l'histoire française expliquent alors le cours de la Révolution. Récusant définitivement l'idée de la « révolution atlantique », l'auteur éclaire à juste titre le jeu des élites nationales et des corps intermédiaires dans les différents pays. La faiblesse du pays est alors due à la centralisation, à l'absence d'élites locales qui provoque l'effondrement du pays dès que le pouvoir central est touché, ce qui ne se produit pas ailleurs. La crise est d'autant plus forte que la France est constituée autour d'une aristocratie rejetée par l'opinion. Dans cette recherche de chaînes d'explication, la France n'a aucun monopole à commencer par celui de la terreur politique. A. Jourdan rappelle justement la violence politique cynique qui est utilisée pour réprimer les insurrections en Irlande. Ainsi insiste-t-elle sur la présence dans tous les pays de mécanismes identiques, autour du renforcement de l'Exécutif, de la logique de la démocratisation sans volonté d'égalitarisme, de la volonté d'universalisme, mais aussi de la peur des violences populaires et de la constitution de « classes politiques ». Inversant les points de vue, A. Jourdan souligne la crise sociale profonde qui affecte la Grande-Bretagne au même moment, sans que cette crise ne soit vraiment jamais comparée avec les effets de la Révolution française, qui aura paradoxalement permis au pays d'éviter les ratés dévastateurs de la révolution industrielle.

- 6 La Révolution française cesse ainsi d'être le « modèle » qui n'aurait pas été suivi par les autres pays, pour être remis dans un processus global, européen et américain. Elle aura été l'événement marquant de toute la chaîne des révolutions, mais elle n'aura été cependant qu'une étape ; surtout elle a été, comme la Révolution américaine, à la fois un aboutissement et un point de départ. L'exception française ne peut pas servir de règle. Cette partie est indiscutablement la plus argumentée et la plus intéressante, suscitant la réflexion, notamment sur la violence. En outre, il est certain que le lecteur français trouvera des indications précieuses dans la présentation d'auteurs peu connus dans notre pays, et des idées dignes d'être débattues à propos des identités et des trajectoires nationales. L'auteur conclut ainsi sur la compréhension historique du mythe de la Révolution française, alimenté non seulement par les propres espoirs des révolutionnaires français et par l'image de la Terreur, mais surtout par leur réussite paradoxale à accomplir les mutations que les monarchies avaient échoué à faire. Cette leçon de géo-politique européenne fait l'intérêt du livre, si bien que sans oublier ses faiblesses, il convient de le lire.